

# Objectifs LPM 2024-2030 : rester dans le peloton de tête des services de renseignement

Loi de programmation militaire Renseignement

Direction : Ministère des Armées / Publié le : 11 mai 2023

**Terrorisme, pillage économique, contestation entre puissances, stratégies hybrides ... Ce cumul de menaces, couplé au défi de posséder des services de renseignements autonomes, nous impose d'accroître nos capacités. Objectif : disposer d'une diplomatie et d'armées mieux éclairées.**



Illustration d'opération de renseignement - © SGT MOREAU / Armée de Terre

Alors que les sauts technologiques actuels sont de plus en plus rapides, au point de menacer notre autonomie, la France doit renouveler ses capacités d'exploitation et industrialiser ses outils d'investigation numérique. Il s'agit de comprendre des situations sans avoir à dépendre de nos partenaires. Cette capacité à se saisir des sauts technologiques relève donc d'enjeux de souveraineté.

Pour ce faire, la France peut s'appuyer sur son aptitude à développer de nouvelles capacités, notamment dans le domaine cyber, tout en couvrant le champ des technologies de rupture. Elle peut aussi compter sur l'acquisition de nouveaux équipements - satellites de renseignement optique et électromagnétique ou encore avions d'interception électromagnétique Archange. Cependant, ces efforts technologiques ne se suffisent pas à eux-mêmes. Les défis humains doivent également être pris en compte. Dans cette optique, le projet de loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 prévoit un effort tant sur le recrutement, avec près de 600 emplois créés sur la période, que sur la fidélisation du personnel, parfois tenté par l'aventure du secteur privé. Pour répondre à l'ensemble de ces défis, un budget substantiel de cinq milliards d'euros est consacré au volet renseignement dans le projet de loi de programmation militaire.

## **Un doublement du budget des trois services de renseignement**

Si le projet de loi est voté en l'état, les moyens dévolus aux trois services de renseignements sous la tutelle du ministère des Armées auront été multipliés par deux entre 2017 et 2030.

**« La DGSE doit être la locomotive technologique pour l'ensemble de la communauté du renseignement. Nous nous devons d'être compétents partout : analyse,**



## **grands programmes mutualisés, langues étrangères, cyber... »**

**Sébastien Lecornu**

Ministre des Armées

La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la Direction du renseignement militaire (DRM) et la Direction du renseignement et de la sécurité et de la défense (DRSD) verront leur budget annuel cumulé passé de 500 millions d'euros annuels en 2017 à près de 1 milliard d'euros en 2030, dont une grande majorité vers la DGSE.